



# Crise économique : La nouvelle grande transformation

Par [Raúl Zibechi](#)

Mondialisation.ca, 04 août 2015

[La Jornada](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire, société et culture](#)

*Photo : Karl Polanyi*

L'un des rares avantages des grandes crises est qu'elles nous aident à lever le voile par lequel le système cache et dissimule ses modes d'oppression. Dans ce sens, la crise que la Grèce vit peut être source d'apprentissages. Aussi je propose de nous laisser inspirer par le long chemin parcouru par [Karl Polanyi](#) après avoir écrit « [La grande transformation](#) » (1944). Pour comprendre l'ascension du nazisme et du fascisme il est allé aux origines du libéralisme économique, situées dans l'Angleterre de David Ricardo.

Le capitalisme de libre marché, les marchés non régulés, ont disloqué les relations sociales et détruit les communautés en soumettant les individus, arrachés de leurs peuples, à la faim et l'humiliation. Le fait de clôturer les champs - commencement de ce processus - a été une révolution des riches contre les pauvres, dit Polanyi. Après la *Paix de Cent Ans* s'est produite la désintégration de l'économie mondiale et « l'État libéral s'est vu remplacé dans de nombreux pays par des dictatures totalitaires » (Le Pic, 1997, p. 62).

La transformation que nous vivons dans les dernières décennies a été analysée comme l'hégémonie de l'accumulation par la dépossession (ou dépouillement), comme le remarque David Harvey dans « *Le nouvel impérialisme* » (Akal, 2004). Les racines de ce processus, en suivant les pas d'Immanuel Wallerstein et de Giovanni Arrighi, il faut les chercher dans les luttes ouvrières de la décennie 1960 (et 1970 en Amérique Latine), qui ont disloqué la discipline manufacturière en neutralisant le fordisme-taylorisme, l'une des bases des états-providence. La classe dominante a décidé de passer de l'hégémonie de l'accumulation par une reproduction agrandie à la domination grâce à l'accumulation par pillage.

Cependant, le concept d'accumulation par dépossession ne s'arrête pas dans le type de l'État approprié à cette étape. Le régime politique pour imposer le vol/spoliation ne peut pas être le même que durant la période pendant laquelle on a parié sur l'intégration des travailleurs comme citoyens. Ceci est, selon moi, le noyau de l'enseignement des crises grecques (et des crises dans divers processus latinoaméricains).

Nous sommes devant la fin d'une période. Une nouvelle grande transformation systémique, qu'inclut au moins trois changements transcendants, qui devraient avoir son corrélat dans l'ajustement des tactiques et les stratégies des mouvements anti systémiques.

Le premier a été déjà mentionné : la fin de l'état-providence. Même en Amérique Latine dans la deuxième après-guerre nous avons assisté à un développement industriel relatif,

l'attribution de droits aux classes laborieuses et à leur insertion incomplète et progressive comme citoyens. La désindustrialisation et le financiarisation des économies, à cheval sur le *Consensus de Washington*, ont enterré ce développementisme.

La deuxième transformation est la fin de la souveraineté nationale. Les décisions importantes, tant économiques que politiques, ont été prises dans des enceintes en dehors du contrôle des états nationaux. La récente « négociation » entre le gouvernement grec et l'eurogroupe montre clairement la fin de la souveraineté. Il est certain que beaucoup de gouvernants, de droite et de gauche, font naufrage entre le manque de scrupules et le manque de projet. Mais il n'est pas moins certain que la marge d'action de l'État-nation est minimale, tant est qu'elle existe.

Le troisième est la fin de la démocratie, étroitement liée à la fin de la souveraineté nationale. On ne veut pas parler de cela. Peut-être parce que nombreux sont ceux qui vivent des miettes des charges publiques. Mais c'est l'un des noyaux de nos problèmes. Quand un pour cent a séquestré la volonté populaire et 62 pour cent est soumis au 1 pour cent ; quand cela survient à plusieurs reprises dans l'un ou l'autre pays, c'est parce que quelque chose ne fonctionne pas. Et ce qui ne fonctionne pas s'appelle démocratie.

Croire à la démocratie, ce qui n'est pas synonyme de se rendre aux élections, est une grave erreur stratégique. Parce que croire à la démocratie c'est désarmer nos pouvoirs de classe (tous ceux d'en bas, travailleurs, femmes pauvres, indiens, noirs et métis, classes populaires et paysans sans terre, habitants de périphéries, enfin,). Parce que sans ces pouvoirs, les soi-disant « droits démocratiques » sont du papier mouillé.

La démocratie fonctionne en désarmant nos pouvoirs. Et ici, il est nécessaire d'introduire quelques considérations.

- Une démocratie n'est pas l'opposé d'une dictature. Nous vivons la dictature du capital financier, de petits groupes que personne n'a élu (comme le *troika*) et qui imposent des politiques économiques contre les majorités, entre autres choses parce que ceux qui arrivent au gouvernement sont achetés ou menacés de mort, comme nous le rappelle bien Paul Craig Roberts : « Il est très possible que les grecs savent qu'ils ne peuvent pas déclarer une suspension de paiements et donc que s'ils le font ils seront assassinés. Certainement on leur a fait très bien comprendre » (<http://goo.gl/rAoXbG>). Il sait ce qu'il dit, parce qu'il vient de là-haut lui.
- Depuis que la bourgeoisie a appris à manier le désir et la volonté de la population au moyen du marketing, en imposant la consommation d'articles absurdes et superflus, la démocratie est soumise aux techniques de commercialisation. La volonté populaire n'arrive jamais à s'exprimer dans les institutions étatiques, dans les termes et les codes que les classes populaires emploient dans leurs espaces-temps, mais amoindrie et tamisée jusqu'à être neutralisée.
- Les pouvoirs de classe ont été codifiés dans des droits. Ce n'est pas la même chose de se réunir, publier des brochures ou créer mutuelles basés sur ses propres forces et en évitant la répression, que permettre que les états règlent et disciplinent ces façons de faire au moyen d'allocations. La répression est

souvent le premier pas pour obtenir la « légalisation ».

Maintenant le problème est le nôtre. Nous pouvons suivre, comme jusqu'à présent, mettant tout sur les élections, sur les manifestations et dans les rassemblements, sur des grèves régulées et comme cela. Rien de cela n'est rejetable pour une question de principes. Le problème est de construire une stratégie centrée sur ces outils, régulés par ceux d'en haut. « *Les outils du maître ne démontent jamais la maison du maître* » a écrit la féministe noire Audre Lorde.

Raúl Zibechi

Article original en espagnol : La nueva gran transformación, [La Jornada](#). Mexique, le 24 juillet 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la diáspora latinoamericana](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

*Raúl Zibechi Journaliste uruguayen, est enseignant et chercheur à la Multiversidad Franciscana de l'Amérique Latine, et le conseiller de plusieurs groupes sociaux.*

[El Correo de la diáspora latinoamericana](#). Paris, le 25 juillet 2015.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).

La source originale de cet article est [La Jornada](#)  
Copyright © [Raúl Zibechi](#), [La Jornada](#), 2015

Articles Par : [Raúl Zibechi](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)